



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELISLE LAVAGE

3 PARC D ACTIVITES GUILBERVILLE

--

50160 Torigny Les Villes

Références : 2025-559
Code AIOT : 0003900230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement DELISLE LAVAGE implanté 3 Parc d'Activités - Guilberville -- 50160 Torigny-les-Villes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELISLE LAVAGE
- 3 Parc d'Activités - Guilberville -- 50160 Torigny-les-Villes
- Code AIOT : 0003900230
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Delisle Lavage est spécialisée dans le lavage extérieur et intérieur de camions citernes, essentiellement alimentaires.

L'exploitation de la station de lavage de Guilberville est autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 2025, pour une consommation d'eau maximale de 100 m³/j. Au jour de l'inspection, l'activité du site se situe autour des 40 m³d'eau consommée pour autant de lavages par jour.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractéristiques des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 2.3.1.	Demande d'action corrective	6 mois
4	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 4.4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 2.1.	Sans objet
3	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 3.1.2.	Sans objet
6	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 5	Sans objet
7	Rétention station de biocarburant	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions applicables au site de Guilberville sont globalement respectées. L'inspection des installations classées attend des compléments sur les rejets aqueux et la mise en œuvre complète

des mesures liées au risque incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 2.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau		
Prescription contrôlée :		
Les prélèvements d'eau pour l'activité de lavage intérieur et extérieur de citerne, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Prélèvement maximal journalier (en m ³)	Prélèvement maximal annuel (en m ³)
Réseau d'eau communal de l'agglomération de Saint-Lô - syndicat des Bruyères	100	31 000
[...]		
Il dispose d'un compteur totalisateur permettant de mesurer spécifiquement les consommations d'eau liées à l'activité de lavage.		
Ce dispositif est relevé au minimum une fois par semaine, les données sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.		
Constats :		
L'exploitant a mis en place un suivi journalier de ses consommations en eau, par le biais d'un tableur mis à jour quotidiennement par l'équipe sur site.		
Depuis l'autorisation environnementale délivrée en mars 2025, l'exploitant consomme en moyenne de 30 à 40 m ³ d'eau du réseau communal par jour et utilise en grande partie de l'eau de pluie pour le lavage extérieur des camions.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : Caractéristiques des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant procède à un prélèvement hebdomadaire pendant 6 semaines des rejets aqueux de son installation lors d'un fonctionnement représentatif de son activité de lavage de véhicules alimentaires et industriels. Tous les paramètres fixés dans le tableau du présent article doivent être analysés.

Dans un délai de six mois après l'extension de l'installation de lavage, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, complétés de :

- la liste des polluants représentatifs de l'activité, qu'il y a lieu de suivre ;
- la valeur limite d'émission de chacun (concentration et flux) au regard de l'acceptation du milieu récepteur naturel final pour les polluants faisant et ne faisant pas l'objet de traitement par la station de Torigny-les-Villes, ce qu'il y a lieu de préciser ;
- la fréquence de surveillance de ces polluants.

Ces résultats permettront, au besoin, de définir un plan d'action précisant les modalités de surveillance des polluants spécifiques relevés plus haut, et d'appliquer des mesures correctives adaptées le cas échéant.

[...]

Constats :

L'autorisation environnementale délivrée en mars 2025 autorise l'exploitant à une consommation maximale d'eau de 100 m³/j et à la réalisation de deux nouvelles pistes de lavage. Au jour de l'inspection, l'exploitant précise consommer en moyenne 30 à 40 m³/j d'eau. De plus, les deux nouvelles pistes ne sont, pour l'instant, pas un sujet d'actualité, les pistes existantes étant suffisantes pour l'activité actuelle du site.

L'inspection des installations classées précise que "l'extension de l'installation" s'entend aussi bien par l'extension "physique" que par l'augmentation des activités (et de la consommation en eau). Les analyses (sur 6 semaines) doivent être faites lors d'un fonctionnement représentatif de l'activité de lavage. L'exploitant partage cette interprétation et précise que les prélèvements prévus à l'arrêté préfectoral seront réalisés prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, une fois les prélèvements réalisés, les résultats ainsi que :

- la liste des polluants représentatifs de l'activité ;
- leur valeur limite d'émission ;
- leur fréquence de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 3.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectué un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les cinq ans.

Constats :

Une campagne de mesures sonores a été réalisée du 10 au 13 octobre 2025.

L'exploitant a présenté les résultats de cette campagne. Trois mesures ont été effectuées en limite de propriété et une mesure a été faite au niveau de l'habitation la plus proche (maison située à 150 m au nord-est du site).

L'inspection des installations classées n'a relevé aucune non-conformité sur le rapport transmis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Le confinement des eaux incendie est effectué par le biais de barrières anti-inondation mobiles et autostables permettant une rétention de 200 m³.

Une procédure est mise en place et communiquée à l'ensemble des personnes concernées pour définir les modalités d'isolement des eaux d'extinction à appliquer en cas d'incendie.

Constats :

Les barrières anti-inondation prévues pour le confinement des eaux d'extinction ne sont pas encore présentes sur le site. L'exploitant précise que la commande a été passée (bon de

commande à l'appui) et que le délai de livraison est estimé à six semaines.
L'inspection des installations classées insiste sur la nécessité d'informer le personnel des modalités d'utilisation des barrières à réception de celles-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet dès que possible une preuve de réception des barrières anti-inondation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 4.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :
<p>Le site est défendu par un poteau incendie susceptible de fournir 60 m³/h pendant deux heures, situé à 110 m du projet, ainsi qu'une bâche souple de 60 m³, située en bordure sud de la plateforme imperméabilisée.</p> <p>Le pétitionnaire recueille, sous 6 mois, l'avis du SDIS 50 afin de valider le positionnement de la bâche souple.</p>
Constats :
<p>L'inspection des installations classées a constaté sur site la présence du poteau incendie situé sur le domaine public ainsi que de la bâche incendie de 60 m³ installée sur le site.</p> <p>L'exploitant précise que la réception de la bâche par le SDIS est prévue mais n'a pas encore été réalisée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'avis du SDIS sur le positionnement de la bâche, ainsi que le procès verbal de mise en service de la bâche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La société SAS DELISLE LAVAGE génère des déchets non-dangereux et des déchets dangereux, dont notamment : <ul style="list-style-type: none">• les premières eaux de lavage pour les pistes alimentaires ;• les produits d'égoutture (solides) pour la piste industrielle ;• les flottants et les boues issus des bassins de prétraitement et des séparateurs d'hydrocarbures. Les premiers jus des pistes alimentaires sont stockés dans une cuve de 30 m ³ avant d'être collectés par une entreprise spécialisée, puis traités conformément à la réglementation applicable. Les déchets issus du nettoyage à sec des citernes industrielles sont stockés en BIG BAG et destinés à l'enfouissement. Les boues et les flottants sont collectés régulièrement pour assurer le bon fonctionnement des ouvrages. L'exploitant assure un suivi des quantités de déchets produits par type de déchets (registre déchet).
Constats : Le groupe Delisle tient à jour un registre global des déchets de l'ensemble de ses sites. L'exploitant a présenté une extraction du registre pour le site de Guilberville sur l'année 2025. L'essentiel des déchets concerne les premières eaux de lavage (eaux blanches). Le registre présente le nom du déchet, le code déchet, la quantité de déchets, les informations sur le transport et la réception du déchet (notamment le code de traitement). L'inspection des installations classées n'a pas de remarque particulière sur le registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétention station de biocarburant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée :

I. Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

[...]

Constats :

Le projet de station de biocarburant est envisagé pour la fin de l'année 2025. L'exploitant a prévu, en complément de la double paroi et du détecteur de fuite, d'installer un bac d'absorbant à proximité de la station.

Le site est actuellement équipé de plusieurs bacs d'absorbant répartis sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite